

Le retour de la faim

La crise alimentaire actuelle est l'expression d'un désajustement tendanciel, mondial et régional, entre l'offre et la demande, comme en témoignent la hausse de 60% en un an de l'indice des prix alimentaires de la FAO et l'explosion des prix des céréales ou des produits laitiers. Les prix actuels présentent un caractère en partie spéculatif, sans doute alimenté par des liquidités orphelines de l'immobilier. Mais ils reflètent aussi des tendances lourdes : pression démographique et urbanisation galopante ; croissance des émergents et explosion de la demande des classes moyennes, hausse des coûts liée au choc pétrolier, concurrence des biocarburants, aléas climatiques - la production céréalière australienne s'est par exemple effondrée après six années consécutives de sécheresse - , et à plus long terme, impact encore incertain du réchauffement sur la production agricole, dont la revue *Science* donne un aperçu dans sa livraison de février.

A court terme, ce désajustement accroît la misère des plus pauvres, notamment dans les villes. Tous les pays ne sont pas identiquement touchés, mais l'aggravation de la pauvreté et les risques humains et sociaux appellent évidemment des mesures d'urgence : aide alimentaire et transferts sociaux ciblés.

A long terme, la hausse des prix peut être une chance pour la production agricole africaine, à condition que les producteurs en bénéficient et que les infrastructures permettent l'accès au marché. La recherche et le développement devront tenir une place majeure dans l'adaptation des semences et méthodes de production aux défis du réchauffement climatique, qu'il s'agisse de l'évolution des températures, du stress hydrique, de l'évolution des maladies et des parasites.

Dans tous ces domaines, les pays développés ont une responsabilité majeure de financement et d'accompagnement.